



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Pôle environnement et procédures publiques
Affaire suivie par : M. Antoine MARTINEZ

Tarbes, le **14 FEV. 2023**

**Procès verbal de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites
Formation « des carrières »**

du lundi 19 septembre 2022

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée « des carrières » s'est réunie le 19 septembre 2022 à 15 h00 à la préfecture des Hautes-Pyrénées, salle Jean Moulin, sous la présidence de M. le préfet des Hautes-Pyrénées.

Assistaient à cette réunion avec voix délibérative :

- M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;
- M. Eric LAFORET, DREAL Occitanie – UID 65/32
- M. Philippe BIRON, DREAL Occitanie – UID 65/32
- M. Benoit JEAN, DDT 65, service environnement risques eau et forêt (SEREF), adjoint au chef de service ;
- M. Pierre BRAU-NOGUÉ, conseiller départemental du canton de la Haute-Bigorre ;
- M. Jean-Marc ABBADIE, maire d'Agos-Vidalos ;
- M. Lilian LASSERRE, représentant la chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées ;
- Mme Cécile ARGENTIN, représentante de France Nature Environnement ;
- M. Didier YEDRA, représentant de la fédération du BTP 65 ;
- M. François MEYER, représentant d'UNICEM ;
- M. Patrice MUR, représentant d'UNICEM ;
- M. Michel TAILLIEZ, maire de Montégut ayant droit de vote pour le projet des carrières de la Neste ;
- Mme Jocelyne VERDOUX, maire de Labassère ayant droit de vote pour le projet de l'Ardoisière des Pyrénées ;

Étaient également présents :

- M. Antoine MARTINEZ, préfecture, SCPPAT, pôle environnement et procédures publiques, en charge du secrétariat de la CDNPS ;
- Mme Maryse BEYRIÉ, vice-présidente du conseil départemental – canton de Neste-Aure-Louron ;
- M. Thierry ROUSSET, DREAL Occitanie – Département sol, sous-sol, éoliennes ;
- M. Philippe CHARTIER, DREAL Occitanie – Département sol, sous-sol, éoliennes ;

Excusés :

- M. Jérôme CRAMPE, maire de Bordères-sur-l'Échez ;
- M. Jean-Luc CAZAUX, représentant de la fédération 65 pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
- M. Stéphane LARGUEZE, représentant d'UNICEM.

Ordre du jour

1) Demandes d'extension du périmètre et accueil de déchets inertes portées par la société Carrières de la Neste.....	2
a) Présentation des Carrières de la Neste.....	2
b) Objet des « porter à connaissance ».....	2
c) Substantialité des modifications.....	3
d) Enjeux.....	4
e) Prescriptions modifiées.....	5
f) Conclusion de l'inspection.....	6
2) Demande d'extension du périmètre portée par la société Ardoisière des Pyrénées.....	7
a) Présentation de la société Ardoisière des Pyrénées.....	7
b) Rubriques de la nomenclature des installations classées.....	7
c) Objet du porter à connaissance.....	8
d) Substantialité du projet de modification de la carrière.....	8
e) Modification des modalités d'extraction.....	8
f) Servitudes, contraintes et enjeux environnementaux des modifications.....	9
g) Conclusion de l'inspection.....	10
3) Consultation sur le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie.....	12
a) Le schéma régional des carrières (SRC).....	12
b) Les orientations et principales dispositions.....	14
c) Les prochaines échéances.....	15
d) Conclusion de la DREAL.....	15

M. le préfet ouvre la séance en remerciant les participants de leur présence, et annonce que le quorum est atteint.

1) Demandes d'extension du périmètre et accueil de déchets inertes portées par la société Carrières de la Neste

Le porteur de projet est représenté par :

- M. François MEYER, carrières de la Neste
- Mme Marie CALESTREME, carrières de la Neste

M. LAFORET effectue, à l'aide d'un diaporama, la présentation du dossier.

a) Présentation des Carrières de la Neste

Les CARRIERES DE LA NESTE dont le siège social est situé chemin de Peyragade à Montégut (65 150) regroupent différents sites du secteur de l'extraction et de la commercialisation de matériaux dont l'actionnaire majoritaire est le groupe COLAS.

La société exploite 3 établissements dont 2 sites d'extraction dans le département des Hautes-Pyrénées :

- la carrière de calcaire de Hèches,
- la carrière de matériaux alluvionnaires de Montégut,
- une plateforme de valorisation et de vente de matériaux à Lannemezan.

b) Objet des « porter à connaissance »

La société Carrières de la Neste a transmis au préfet des Hautes-Pyrénées et à la DREAL, deux dossiers de « porter à connaissance » relatifs aux modifications des conditions d'exploitation de la carrière alluvionnaire qu'elle exploite sur les communes de Montégut et de Saint-Paul.

Les modifications portent respectivement sur l'accueil de déchets inertes et de ballast de voies de chemin de fer pour le premier dossier, et l'extension du périmètre autorisé de la carrière pour le second.

L'instruction de ces demandes conduit l'inspection à proposer un arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions applicables à l'installation.

Motivation des demandes de modifications

La société CARRIÈRES DE LA NESTE est autorisée à exploiter le site de Montégut pour une durée de 17 ans par l'arrêté préfectoral n°2010-218-08. Dans le cadre de cette activité, l'extraction en partie Nord-Est (phase 1) a mis en évidence une épaisseur de gisement plus faible que prévu et par conséquence, un volume moins important de matériaux dans ce secteur.

Avec cette perte de volume de matériaux, l'échéance initiale de 2027 sera écourtée de plusieurs mois. Afin de pérenniser son activité jusqu'en 2027 et l'approvisionnement de ses clients, notamment les 3 centrales à béton « prêt à l'emploi » ainsi que la centrale d'enrobés COLAS présente au niveau du site, la société a besoin d'ajouter de nouvelles réserves à son autorisation.

La société est régulièrement sollicitée pour accueillir des matériaux inertes. Or, le site dispose d'une surface de transit de 39.000 m² mais uniquement pour les matériaux issus de l'exploitation de la carrière. L'exploitant sollicite donc l'autorisation de recevoir des déchets inertes pour valorisation sur sa plate-forme de traitement-transit de matériaux.

Évaluation environnementale, cas par cas

En application du II de l'article L. 122-1, certains projets sont soumis à la procédure d'examen au cas par cas, en fonction de certains critères et seuils techniques. Ces projets, d'aménagement, d'ouvrages et de travaux, sont ceux visés par la 3e colonne du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Conformément au tableau précité, les extensions de carrières autorisées inférieures à 25 ha mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE sont soumises à cet examen.

Le projet a donc fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, déposée le 30 juillet 2021. Par décision préfectorale en date du 6 septembre 2021, et d'après les éléments fournis dans cette demande, Monsieur le préfet des Hautes-Pyrénées a décidé de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale.

c) Substantialité des modifications

L'accueil de déchets inertes sur le site de la carrière ne constitue pas sur une nouvelle activité ICPE permanente relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

En effet, la demande d'accueil de déchets inertes s'appuie sur une organisation existante et ne comprend ni demande d'augmentation de la surface de la plate-forme d'accueil, ni demande de nouvelle activité relevant de la nomenclature des installations classées.

Le site a déjà fait l'objet, en 2019, d'une première extension, d'une surface de 5.187 m², autorisée par arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2019-12-10-001 du 10 décembre 2019.

De fait, il convient de statuer sur la substantialité, pour l'ensemble des modifications d'emprises qui représentent une surface de 16.547 m². Ce cumul reste inférieur à 25 hectares, il n'a pas pour conséquence de soumettre le projet à une étude d'impact systématique. De plus, l'ensemble des extensions sollicitées représentent une surface inférieure à 10 % de la surface initiale autorisée.

Par conséquent, les demandes d'accueil de déchets inertes et d'extension du périmètre autorisé ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement.

Accueil des déchets inertes et des ballasts

L'exploitant sollicite la possibilité d'accueillir, en transit et pour valorisation, des déchets inertes issus de l'industrie du BTP, de collectivités et de particuliers. Pour ces apports, seuls les déchets conformes à l'annexe 1 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les

installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées seront accueillis.

Après traitement, les matériaux recyclés seront commercialisés. Le résiduel non commercialisable sera transféré sur la carrière de Hèches pour remblaiement, dans le cadre de la remise en état de la carrière.

En complément, l'exploitant souhaite aussi recevoir en transit et pour traitement, du ballast non dangereux en provenance de chantiers de rénovation du réseau ferroviaire appartenant à SNCF Réseau.

Le ballast, dont les caractéristiques le permettront (acceptation préalable) et après traitement (broyage concassage criblage), sera utilisé pour la réalisation de voiries routières. Ces matériaux sont, soit affectés en sous-couche routière, soit utilisés pour l'alimentation en granulats de l'installation d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers voisine à la carrière.

Extension du périmètre

La demande d'extension du périmètre déposée par l'entreprise Carrières de la Neste porte sur une surface de 11.360 m² pour une superficie totale de 27 ha 89 a 96 ca.

L'extension est localisée à l'extrémité Sud-Ouest du site, en prolongement du site actuel sur la commune de Montégut. Elle emprunte la parcelle cadastrée A88 au lieu-dit « Lesponne » et un secteur du chemin rural.

L'exploitant a justifié disposer de la maîtrise foncière de la parcelle A88 et l'engagement de la commune de Montégut de conduire une procédure d'aliénation du chemin rural.

d) Enjeux

- **Patrimoine** : aucun zonage de protection des sites inscrits ou classés.
- **Urbanisme** : au niveau du règlement national d'urbanisme (RNU), aucune contrainte n'est opposable au projet.
- **Eau potable** : aucun périmètre de protection des captages d'eau potable n'est concerné.
- **Schéma départemental des carrières des Hautes-Pyrénées (SDC)** : situé en zone orange compatible avec l'orientation A, B et C du SDC,
 - A) la zone de l'extension est située hors périmètre ZNIEFF type I et II et Directive habitat (Neste), hors zone de crues fréquentes (zone blanche du PPRI de Montégut).
 - B) la carrière est contiguë aux zones actuellement en exploitation ce qui permet son exploitation sur la durée initialement prévue.
 - C) concernant les enjeux hydrauliques, l'extension de la carrière est située hors espace de mobilité de la Neste et transversalement au sens d'écoulement de la nappe. Cette extension n'a pas pour conséquence d'allonger le plan d'eau existant. De fait, aucune modification significative de basculement de nappe ou de modification de niveaux piézométriques n'est à attendre par cette augmentation du périmètre autorisé.
- **Flore** : la parcelle A88 est exploitée en agriculture intensive et la surface anthropisée du chemin de "Lesponne" conduisent à une végétation qui ne présente pas d'enjeu. La haie arbustive en périphérie de la parcelle A88 sera préservée.
- **Faune** : les enjeux environnementaux se situent au niveau de la haie bordant la périphérie sud de la parcelle A88, exclue du périmètre d'extension. Les espèces rencontrées sont communes et se sont adaptées à l'activité de la carrière déjà présente. Le principal corridor est constitué par la Neste et sa ripisylve.
- **Bruit** : l'extension de la carrière n'a pas pour conséquence de rapprocher les secteurs exploités des zones à émergences réglementées. Le réseau des points de mesure déjà prescrit permet de prendre en considération la modification sollicitée. L'accueil des matériaux inertes étant réalisée sur les zones déjà affectées au transit et au traitement des minéraux, les nuisances sonores attendues seront similaires à celles déjà mesurées. Les dispositions actuelles seront maintenues.
- **Poussières** : de manière similaire aux nuisances sonores, le réseau de mesure de retombées de poussières sera reconduit selon les mêmes dispositions.

- **Paysage** : l'absence de relief de cette zone et le maintien du secteur arbustif en périphérie de l'extension projetée, limitent la visibilité rapprochée du site. La perception éloignée, compte tenu de l'extension limitée de l'emprise foncière, n'aura pas d'incidence supplémentaire sur le paysage.
- **Remise en état** : avis favorable de la commune de Montégut sur les conditions de remise en état. Cette dernière s'effectuera sous la forme d'un plan d'eau de 13,5 ha, à vocation naturelle. Les autres secteurs conservent les dispositions initiales de remise en état, 5 ha de berges et accotés végétalisés, une zone humide de 3 600 m² et un secteur minéral favorable à l'avifaune. Les profils des berges remis en état respecteront les principes prévus pour les berges adjacentes.
- **Phasage d'exploitation, garanties financières** : modification des phases d'exploitation 3 et 4, pour intégrer la surface supplémentaire sollicitée et nouveau calcul des garanties financières.
- **Risques naturels** : pas de risques nouveaux liés aux modifications sollicitées. Les projets de modification sont situés en dehors des zones d'inondations (PPRI).
- **Risques technologiques** : aucun plan de prévention des risques technologiques n'existe sur les communes de Montégut et de Saint-Paul.
- **Transport** : la quantité annuelle de matériaux commercialisés, incluant les matériaux inertes extérieurs en recyclage et les matériaux issus de l'exploitation du site, sera maintenue au niveau actuel de la production maximale fixée à 250.000 tonnes par an. Pour les matériaux entrants/sortants, l'exploitant prévoit l'optimisation du transport en double fret.

e) Prescriptions modifiées

(Cf diaporama et dossier pour les schémas et tableaux). Elles portent sur certains articles et annexes de l'arrêté préfectoral du n°2010-218-08 du 6 août 2010, à savoir :

Article 1

Ajout de la parcelle A88 et Chemin rural dit de Lesponne (pp) de la commune de Montégut dans le parcellaire autorisé, portant la superficie totale à 27 ha 89 a 96 ca dont environ 17 ha sont exploitables.

Article 2 Tableau rectifié comme suit :

Rubrique + alinéa	AS, A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	A	Exploitation de carrière	Carrière alluvionnaire	27ha 89a 96ca
2515-1a	E	Installation de broyage, concassage, criblage, [...]	Puissance totale installée Supérieure à 200kW : Enregistrement	1 128,5 kW
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux (superficie de l'aire de transit)	Surface de transit Supérieure à 10 000 m ² : Enregistrement	39 000 m ²

Ajout d'un article 23.6 « déchets inertes »

L'annexe citée au 1^{er} alinéa de l'article n° 23.4 est modifiée

Le plan de remise en état annexé à article 24.4 « Dispositions communes » de l'arrêté préfectoral est modifié

Article 33 :

Le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal nécessaire pour effectuer le réaménagement du site. Le détail des surfaces prises en compte pour le calcul des garanties financières est joint en annexe au présent arrêté.

La valeur de l'indice TP01 retenue pour le calcul est celle de mai 2009 : 616,5 avec un taux de TVA applicable en janvier 2009 soit 0,196.

Ce montant est fixé à :

- 3^{ème} phase (de 2021 à 2025) : 188 291 euros TTC
- 4^{ème} phase (de 2026 à 2027) : 165 862 euros TTC

f) Conclusion de l'inspection

Compte tenu de ce qui précède, après analyse des dangers et inconvénients, il ressort que les modifications sollicitées relatives à l'accueil de déchets inertes externes au site et à l'extension en partie Sud-Ouest du site sur une surface de 12.360 m² de la carrière de Montégut ne changent pas de manière significative le projet à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale. Il convient de considérer ces modifications comme non substantielles.

La démarche de valorisation des déchets inertes est en cohérence avec les objectifs du Plan Régional de Prévention et de gestion des Déchets (PRPGD) d'Occitanie du 14 novembre 2019, qui fixe un objectif de valorisation de 80 % des déchets inertes en sortie de chantier à partir de 2025.

Les demandes de modifications ne portent pas sur une augmentation de la durée d'exploitation de la carrière. Elles ne sont pas jugées substantielles et ne nécessitent pas une actualisation de l'étude d'impact. Compte tenu de l'existence d'une enquête publique préalable à la procédure d'aliénation du chemin « de Lesponne », de l'ampleur et de la nature des modifications, une consultation du public selon les modalités du L.123-19-2, n'est pas requise.

Considérant que les prescriptions existantes de l'arrêté doivent être actualisées pour encadrer les dangers et inconvénients liés à la modification projetée, il y a lieu de prendre un arrêté complémentaire soumis à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites formation « carrière » des Hautes-Pyrénées.

Fin de la présentation de M. LAFORET.

M. le préfet demande si l'extension suffit à pérenniser l'exploitation du site jusqu'en 2027.

M. MEYER répond qu'il y a des problèmes sur la définition du gisement potentiel durant les premières phases. Les outils actuels permettent de mieux dimensionner le potentiel du gisement notamment au regard des évaluations passées.

M. TAILLIEZ précise qu'il n'a pas de remarques particulières concernant l'extension.

Mme ARGENTIN demande si la remise en état va être progressive ou si elle aura lieu à l'arrêt total du site.

M. MEYER répond qu'ils font de la remise en état coordonnée. Au début de l'exploitation, ils font du décapage qu'ils stockent tant qu'il n'y a pas de trous et de berges. Ensuite, ils procèdent à un décapage progressif en essayant d'optimiser les flux pour faire du réaménagement progressif pour ne pas se retrouver à effectuer la remise en état entière du site à la fin de l'exploitation.

Mme ARGENTIN s'interroge sur la profondeur de la nouvelle parcelle et son « absence d'impact » sur la nappe alluviale évoquée par la DREAL.

M. LAFORET répond qu'il y a forcément un impact. Le fait d'avoir cette extension transversalement au linéaire du plan d'eau, implique qu'il n'y aura pas d'augmentation de la longueur du plan dans le sens d'écoulement de la nappe. Donc le basculement ne peut pas générer de nouvel impact de débordement du plan d'eau ou d'assèchement des berges.

À la question de **Mme ARGENTIN** concernant le ballast, **M. LAFORET** répond que ce dernier sera stocké sur les zones de transit de matériaux de la carrière. Aujourd'hui, la carrière ne met en transit que des matériaux provenant de son exploitation. Ce qui est sollicité, c'est de pouvoir accueillir des déchets inertes externes au site afin de pouvoir les traiter avec les machines présentes sur le site et d'en faire des matériaux recyclés pour commercialisation. Il y a une acceptation préalable des ballasts pour s'assurer de leur caractère non dangereux.

En l'absence de nouvelles questions, **M. le préfet** invite le porteur de projet à quitter la salle.

Mme ARGENTIN demande quel est le référentiel et le contrôle pour étudier la conformité des réhabilitations.

M. BIRON répond que le pétitionnaire indique lors du dépôt du dossier les mesures qui seront prises pour remettre en état le site. Il peut s'appuyer sur des guides nationaux. Les services en charge de l'instruction valident les conditions de remise en état qui est soumise à un certain nombre de consultation.

M. le préfet précise que les projets de réhabilitation sont instruits lors la phase initiale, soit en 2010 pour ce site. Lorsqu'il y a une modification des conditions d'exploitation, les services vérifient qu'il y a une cohérence avec les conditions initiales.

En l'absence de nouvelles interventions des membres de la CDNPS, **M. le préfet** propose de passer au vote.

M. MEYER ne prendra pas part au vote ayant un intérêt personnel au dossier.

Avis de la Commission sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire présenté par la DREAL
Résultat : avis favorable à l'unanimité des votes exprimés

2) Demande d'extension du périmètre portée par la société Ardoisière des Pyrénées

Le porteur de projet est représenté par :

- Mme Élodie LECRENAIS, Ardoisière des Pyrénées
- M. Stéphane DULUC, Ardoisière des Pyrénées
- M. Didier LABAT, Ardoisière des Pyrénées

M. LAFORET effectue, à l'aide d'un diaporama, la présentation du dossier.

a) Présentation de la société Ardoisière des Pyrénées

La société « Ardoisières de l'Est » a été rachetée en mai 2015 par le Groupe ROY TP spécialisé depuis plus de 25 ans dans les travaux Publics, l'exploitation de carrières et la transformation des matériaux au travers de différentes sociétés (ROY TP, IZCO TP, Groupe BAPTISTAN).

Après le rachat de la deuxième carrière d'ardoises de LABASSERE (la société d'exploitation des carrières de LABASSERE au lieu-dit « Mayou »), l'exploitant a fusionné les deux structures sous la même entité « Ardoisière des Pyrénées » qui emploie 5 salariés et affiche un chiffre d'affaires de 210.000 € pour l'année 2020.

La société Ardoisière des Pyrénées exploite la carrière de schistes ardoisiers au lieu dit « Hayalot » par arrêté préfectoral n°2004-41-3 du 10 février 2004, modifié par arrêté préfectoral n°2010-216-05 du 4 août 2010. Cette autorisation est valable jusqu'au 10 février 2034. La production annuelle maximale est fixée à 10 000 tonnes par an et la superficie actuelle du site est de 10 ha 04 a 34 ca. Les matériaux extraits sont utilisés pour la réalisation d'ardoises de couverture, en décoration intérieure mais aussi en décoration extérieure sous forme de paillette d'ardoise, pour le paillage de massifs, en aménagement d'allées...

b) Rubriques de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale	Régime en vigueur
2510	1	Carrières (exploitation de)	10 000 t/an	A
2515	b	Broyage, concassage... et autres produits minéraux ou déchets non dangereux inertes	200 kW	D

L'installation n'est plus soumise au régime de la déclaration sous la rubrique 2524 « Taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels » de la nomenclature des installations classées à la suite du relèvement du seuil de déclaration à 400 kW. La puissance installée des machines est de 70 kW.

c) Objet du porter à connaissance

- Solliciter l'extension de la carrière sur une surface de 1 ha 52 a 94 ca portant ainsi la surface d'autorisation de la carrière à 11 ha 57 a 28 ca dont 2 ha 43 a seront exploités pour améliorer, la sécurité, la stabilité et l'optimisation de l'exploitation du gisement avant sa remise en état ;
- Répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 65-2017-11-17-005 du 17 novembre 2017 ;
- Modifier la méthode d'exploitation par forage et fil diamanté.

d) Substantialité du projet de modification de la carrière

La vérification de la substantialité de la modification a été faite au titre du I.3° du R. 181-46 du Code de l'environnement. Au titre de cet article, les modifications de la carrière ne créent pas d'impacts nouveaux au regard des points suivants :

1° les quotas de gaz à effets de serres (AM du 24/01/2014),

2° une réserve naturelle dans l'emprise de la carrière,

3° les monuments naturels et les sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt général,

4° la nécessité de la délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 (conservation sites géologiques, d'habitats naturels, espèces animales ou végétales...

5° un site classé Natura 2000

6° Le respect des conditions de l'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés,

7° l'exercice de l'activité de gestion des déchets mentionnée à l'article L. 541-22,

8° l'exploitation d'une installation de production d'électricité,

9° une autorisation de défrichement au titre de l'article L. 112-1 du Code forestier,

10° par la remise en cause des conditions de délivrance des autorisations mentionnées au 12° de l'article L. 181-2,

11° des travaux susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur d'un monument historique ou des abords,

12° porter atteinte aux allées et alignements d'arbres prévue à l'article L. 350-3 du Code de l'environnement.

Le projet de modification ne porte ni sur une nouvelle activité relevant du régime des installations classées, ni sur une augmentation de la durée d'exploitation, ni sur une augmentation de la capacité des activités existantes.

En conséquence, la modification est considérée comme non substantielle.

e) Modification des modalités d'extraction

(Cf diaporama et dossier pour les schémas et tableaux)

Modification de l'article 6 afin de prendre en compte les nouvelles modalités d'extraction

L'exploitant sollicite la modification de la méthode d'extraction des matériaux prévue à l'origine par tirs de mines. Cette méthode d'exploitation est remplacée par des opérations de forage et de découpe au fil diamanté.

La possibilité d'utiliser les tirs de mines demeure mais sera réservée aux phases préparatoires à l'exploitation du gisement, ou pour les opérations ponctuelles de sécurisation interne du site.

Cette méthode permet une meilleure préservation du schiste ardoisier extrait (optimisation du gisement) ainsi qu'une réduction des impacts environnementaux par réduction des bruits et vibrations, diminution du risque d'éboulement et des émanations de poussières.

L'extension du périmètre autorisé conduit à :

- actualiser le parcellaire de la carrière, l'extension est sollicitée sur les parcelles n° 104, 105, 112, 113 section D — lieu-dit « Hayalot » et sur les parcelles 14(pp), 15(pp) section E lieu-dit « D'Autrey » pour une superficie de 1 ha 52 a 94 ca. L'exploitant a justifié de la maîtrise foncière des secteurs concernés. **Le nouveau parcellaire est repris à l'article 2 du projet d'arrêté complémentaire.**

- modifier le montant des garanties financières, les nouveaux montants à cautionner sont précisés à **l'article 9 du projet d'arrêté complémentaires**, les planches relatives au calcul des montants des garanties financières sont jointes en annexe 2 du même arrêté.
- actualiser le plan de phasage en fonction des nouvelles modalités d'exploitation. **Les plans de chaque phase sont annexés au projet d'arrêté préfectoral complémentaire.**

f) Servitudes, contraintes et enjeux environnementaux des modifications

Urbanisme :

La commune de Labassère est régie par le règlement national d'urbanisme (RNU). Le projet est compatible avec les dispositions du RNU.

Maîtrise foncière

L'exploitant a justifié la maîtrise foncière des parcelles concernées par l'extension, soit par propriété foncière, soit par contrat de forage pour les parcelles appartenant à la commune de Labassère.

Eau

L'exploitation de la carrière nécessite l'usage d'eau à la fois pour l'extraction au fil diamanté, et pour le sciage des ardoises dans l'atelier. Le site bénéficie d'une autorisation municipale de captage dans la source du TUCO.

La consommation d'eau relevée est de 154 m³ par an. L'impact quantitatif du prélèvement n'est pas chiffrable par méconnaissance du débit.

Flore

Les habitats ne présentent pas d'enjeu apparent. Il existe quelques potentialités ponctuelles au niveau des parois verticales. Ce dossier préconise de conserver quelques fronts de taille lors de la remise en état du site. À ce titre, il est prévu de conserver les fronts d'exploitation verticaux, permettant d'offrir des habitats « peu communs » dans la région.

En revanche, un enjeu existe sur les espèces invasives, notamment au niveau du buddleia présent en forte abondance sur le site.

Faune

Les enjeux sur les mammifères sont limités. Ce sont les chiroptères qui représentent les plus forts enjeux. Ils n'ont pas d'habitat permanent utilisé et présentant de bonnes conditions pour eux.

Des enjeux sur les batraciens ont été identifiés sur le site, présence d'enjeux moyens pour l'Alyte accoucheur attiré par l'arrosage automatique. Cette espèce se reproduit hors site mais des habitats terrestres sont possibles dans l'enceinte de la carrière. La grenouille rousse a été localisée au niveau du ruisseau situé au Sud, avec juvénile observé dans la carrière (zone d'hibernation probable). Le crapaud commun est également erratique dans l'exploitation.

Afin de prendre en compte les recommandations formulées au titre de la biodiversité, **l'article n° 24 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2010 est complété par les dispositions suivantes :**

24.3 – Mesures en faveur de la biodiversité

Dans le but de préserver les enjeux de biodiversité identifiés, l'exploitant est tenu de :

- réaliser l'entretien des délaissés pour contenir les espèces invasives (Buddleia) ;
- mettre en défens les lisières en bordure d'exploitation (utilisées comme axe de chasse pour les chiroptères) ;
- conserver des zones de pierriers en bordure de l'exploitation favorables aux amphibiens et aux reptiles contactés sur le site.

L'exploitant précise sur le plan d'exploitation, les zones mises en défens en bordure d'exploitation, ainsi que les pierriers concernés par la préservation de la biodiversité. Les zones concernées sont mises en place sur l'avis d'un écologue. La mise en place de ces mesures intervient au plus tard le 19 septembre 2023.

Paysage

L'enjeu paysager est limité par la couleur du matériau assez sombre et l'environnement boisé dans lequel l'ardoise s'insère bien. Les deux habitations au Nord, au lieu-dit Lapenette, sont les plus exposées. L'impact est plus important côté jardin qui donne vers la carrière. L'enjeu est moyen pour quelques habitants et faible, voire nul, pour les autres habitants.

Zone humides

Aucune zone humide n'est présente au sein du périmètre de demande d'autorisation, l'enjeu est considéré comme nul pour les zones humides.

Remise en état

Les principes de remise en état du site prévus par l'arrêté préfectoral en vigueur sont maintenus. Ces principes sont rappelés ci-dessous :

- Maîtrise de la prolifération de certaines espèces non désirées (destruction mécanique),
- Purge et raccordement topographique en biseau des nouveaux fronts d'exploitation,
- Banquettes réduites au minimum à 2 mètres et inclinées vers l'extérieur pour éviter les accumulations d'eau,
- Remblaiement des carreaux 729 et 768,
- Régilage des terres de découverte sur les stériles et les carreaux,
- Talutage des remblais avec des pentes inférieures à 34°,
- Maintien de la paroi ouest (30 mètres de hauteur maximale),
- Création de mares d'environ 4 mètres de diamètre, à bord peu pentu et de faible profondeur au niveau du carreau 768 et maintien de tas de matériaux schisteux à proximité,
- Décompactage des pistes,
- Re-végétalisation naturelle du site.

En fin d'exploitation, l'ensemble du site sera nettoyé et débarrassé de tout vestige et matériel d'exploitation.

g) Conclusion de l'inspection

Compte tenu de ce qui précède, après analyse des dangers et inconvénients, il ressort que les modifications sollicitées relatives à l'extension de l'autorisation et l'extension de la surface de la carrière de Labassère, exploitée par la société Ardoisière des Pyrénées, ne changent pas de manière significative le projet à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale. En conséquence, il convient de considérer la modification comme non substantielle.

Les demandes de modifications ne portent pas sur une augmentation de la durée d'exploitation de la carrière et ne nécessitent pas une actualisation de l'étude d'impact.

Considérant que les prescriptions existantes de l'arrêté doivent être actualisées pour encadrer les dangers et inconvénients liés à la modification projetée, il y a lieu de prendre un arrêté complémentaire soumis à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites formation « carrière » des Hautes-Pyrénées.

Fin de la présentation de M. LAFORET.

Mme VERDOUX n'a pas de remarque particulière concernant le projet d'arrêté mais apporte une précision sur l'orthographe d'un lieu-dit des parcelles 14 et 15.

Mme ARGENTIN demande comment est arrivé le buddleia sur le site (par le sable ?).

Mme VERDOUX répond que c'est une espèce qui était présente et n'a pas été maîtrisée par l'exploitant précédent.

À la question de **Mme ARGENTIN** sur les conditions de prélèvement d'eau pour l'exploitation et de sa restitution, **MM. LABAT et DULUC** répondent que l'eau est captée en amont du site et est restituée en aval sur le même cours après décantation et infiltration naturelle. Ils précisent qu'elle sert principalement à la découpe pour refroidir les disques et les câbles.

En réponse à l'interrogation de Mme ARGENTIN sur la conservation des batraciens avec un éventuel objectif à fin 2023, **M. LABAT** répond qu'il n'a pas été identifié de zones de ponte sur le site. Le batracien vient parce qu'il y a des flaques d'eau tout au long de l'année.

M. LAFORET complète en disant qu'il s'agit d'une « petite » carrière avec des actions faites mais pas forcément tracées. L'objet de cette modification n'est pas de remettre en cause l'autorisation de 2004 mais d'insérer dans l'arrêté et le plan d'exploitation des éléments relatifs à la biodiversité et identifiés par l'écologue pour en garder la traçabilité dans le temps. Cela permet notamment d'aller les vérifier en inspection.

Mme ARGENTIN comprend donc que les actions relatives à la biodiversité sont déjà réalisées par l'exploitant et sont simplement inscrites dans l'arrêté.

MM. LAFORET et BIRON répondent que l'écologue a fait des recommandations reprises dans l'arrêté sur les mesures de suivi des batraciens et des chiroptères ainsi sur la lutte contre le buddleia tout en tenant compte aussi de la capacité financière de l'entreprise. Ces mesures vont pouvoir être contrôlées lors des inspections.

M. DULUC complète en disant que l'entreprise exploite 3 carrières calcaires suivies annuellement par différents spécialistes (écologue, herpétologue...).

À la question de **Mme ARGENTIN** sur la remise en état du site avec la problématique du buddleia, **M. DULUC** répond qu'ils suivent les recommandations des spécialistes de laisser la nature reprendre ses droits en contenant le développement des espèces invasives nuisibles pour le biotope.

En l'absence de nouvelles questions, **M. le préfet** invite le porteur de projet à quitter la salle.

À la question **Mme ARGENTIN** concernant une exploitation sans autorisation, **M. LAFORET** répond qu'une inspection de 2016 avait mis en évidence que l'exploitant, lors de la reprise, n'avait pas bien identifié le périmètre de la carrière et avait exploité des zones non autorisées.

L'exploitant a travaillé sur un projet d'exploitation plus ambitieux mais non mature à ce jour. Il a donc travaillé à se mettre en conformité vis-à-vis de la mise en demeure.

Mme VERDOUX complète en disant que l'exploitant précédent avait effectivement pris des « libertés » avec le périmètre autorisé et sur lesquelles le nouvel exploitant s'est vu notifié une mise en demeure.

M. le préfet précise que les nouveaux outils cartographiques permettent de mieux contrôler le respect des périmètres d'exploitation.

M. BRAU-NOGUÉ complète en disant que si le batracien vient dans des lieux impactés par l'homme, cela peut signifier que l'exploitant n'utilise pas des produits détruisant l'environnement.

En l'absence de nouvelles interventions des membres de la CDNPS, **M. le préfet** propose de passer au vote.

Avis de la Commission sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire présenté par la DREAL :

Résultat : Avis favorable à l'unanimité de la commission

3) Consultation sur le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie

M. ROUSSET effectue, à l'aide d'un diaporama, la présentation du schéma.

a) Le schéma régional des carrières (SRC)

L'article 129 de la Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) prévoit :

- un passage d'un périmètre départemental à un périmètre régional plus à même de répondre aux enjeux du territoire avec une porosité des limites administratives.
- une prise en compte de l'ensemble des enjeux (environnementaux, d'aménagement du territoire, des transports, sociaux et sociétaux, technico-économiques)
- une intégration de l'économie circulaire (via le développement des ressources secondaires - recyclage des déchets du bâtiment et des travaux publics...)

Le décret n°2015-1676 du 15 décembre 2015 prévoit une évaluation de la mise en œuvre et une mise à jour éventuelle 6 ans après sa publication.

L'article L 515-3 du Code de l'environnement précise que les autorisations d'exploitation des carrières doivent être compatibles avec le schéma.

Finalités du SRC

Le SRC est document de planification à 12 ans qui vise à assurer un approvisionnement en matériaux et substances de carrières pour le BTP, l'industrie et la construction plus traditionnelle en pierre de taille ou ornementale. Un approvisionnement que ce soit en ressource minérale primaire issue des carrières ou secondaire issue du recyclage.

Il y a 3 familles ou catégories en fonction de l'usage :

- granulats pour le BTP
- minéraux industriels pour l'industrie
- roche ornementale ou de construction (ROC) pour la construction traditionnelle

Le SRC fixe notamment :

- les conditions générales d'implantation des carrières
- les gisements d'intérêts national et régional
- les orientations en matière d'utilisation rationnelle et économe des ressources minérales primaires
- les orientations relatives à la logistique
- les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts de l'activité
- les orientations en matière de remise en état et de réaménagement

Le SRC est approuvé par le préfet de région.

Méthode de travail

Le SRC a été élaboré avec une méthode collégiale réunissant de nombreux acteurs durant les 4 années précédant sa présentation en CDNPS.

Il y a eu des groupes de réflexion thématiques sur l'utilisation, le transport ou les enjeux environnementaux par exemple, et géographiques pour être au plus près des enjeux des territoires.

Le SRC est constitué :

- d'une notice qui le résume ;
- d'un rapport comprenant plusieurs parties constituées :
 - d'un bilan des schémas départementaux,
 - d'un état des lieux et d'une analyse des enjeux,
 - de la vision prospective du besoin et des scénarios d'approvisionnement,
 - des orientations, objectifs, mesures opérationnelles et modalités de suivi et d'évaluation du SRC,
 - des documents cartographiques associés ;
- d'un rapport d'évaluation environnementale.

Tél : 05 62 56 65 65

Courriel : prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr

Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

Les documents, en version projet à date, sont disponibles au lien suivant :
https://www.picto-occitanie.fr/accueil/thematiques/schema_regional_des_carrieres

Étapes de l'élaboration du SRC

Les travaux ont été lancés mi-2018 avec un pilotage par le préfet de région.
4 COPIL se sont tenus pour information et validation des étapes de construction.
À l'issue de la construction du SRC, diverses consultations ont été lancées.

Les étapes de la consultation :

- 1^{re} étape pour avis sur l'avant-projet
 - Concertation préalable : du 7 février au 9 mars 2022 inclus,
 - Saisine des EPCI : du 12 janvier au 12 avril 2022 inclus.
- 2^{ème} étape, en cours, pour avis sur le projet
 - 2^{ème} phase de consultations (CDNPS, PNR, PNN, CRA, Conseil Régional, Conseils départementaux, comités de bassin SDAGE, etc.) et l'AE de l'IGEDD.
- 3^{ème} étape avec une mise à disposition du public, avant finalisation du projet et mise à la signature du préfet de région.

Les carrières en Occitanie

Il y a environ 500 carrières dans la région.

Nombre de carrières	Classe d'usage
310	Matériaux de construction
120	Roches ornementales et de construction
60	Roches et minéraux industriels

La production régionale est de :

- Granulats : 39 MT/an (87,5 %)
- Minéraux Industriels : 5,5 MT/an (12 %)
- ROC : 230 Kt/an (0,5 %)

Les différents enjeux

Le schéma détermine 4 niveaux d'enjeux en ce qui concerne l'eau, la biodiversité et les paysages :

- **Niveau 1** : Milieux bénéficiant d'une protection juridique (législative ou réglementaire) interdisant l'exploitation des carrières ;
- **Niveau 2** : Milieux présentant une sensibilité très forte, en principe incompatible avec les objectifs de protection. Les porteurs de projets devront se rapprocher des gestionnaires des protections ou espaces concernés ;
- **Niveau 3** : Espaces présentant une sensibilité forte et concernés par des mesures de protection et d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Les projets nécessiteront des précautions particulières en lien avec les gestionnaires des protections ou espaces concernés ;
- **Niveau 4** : Ensemble de la région.

Par ailleurs, la DRAAF a contribué à la prise en compte des enjeux agricoles et forestiers : rédaction de notes et cartes spécifiques à la préservation des enjeux agricoles et forestiers.

Le détail de la répartition des différents enjeux est disponible en annexe du rapport de présentation du SRC.

La prospective

Le SRC est un outil de planification à 12 ans. Pour cela, il a été déterminé des scénarii d'approvisionnement selon les familles de matériaux. Compte tenu de la prépondérance des granulats, les réflexions se sont portées principalement sur eux.

Il a été établi un scénario d'approvisionnement par famille de matériaux. Le scénario, dit « retenu », est celui ayant les conséquences les plus favorables au regard des enjeux environnementaux, paysagers, patrimoniaux, sociaux, techniques et économiques, tout en garantissant un approvisionnement satisfaisant du marché.

Il faut aussi retenir que le :

- le SRC prend en compte le SRADDET (PRPGD),
- le SRC doit être compatible avec les SDAGE et SAGE,
- le SRC doit être compatible avec les chartes PNR et PNN,
- Les SCoT/plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec le SRC.

L'étude des facteurs d'évolution des besoins en granulats tient compte de :

- l'évolution de la population : choix du scénario central de l'INSEE
- l'évolution de l'activité économique : 6 grands projets retenus et estimation de leurs besoins en matériaux
- l'évolution des modes de construction : notamment artificialisation nette
- de l'absence d'évolution des besoins par usage de granulats hors grands travaux
- de l'absence d'évolution des flux d'import/export de granulats

Granulats :

Actuellement, les situations entre la production et les besoins sont très disparates en fonction des territoires (cf carte page 18 du diaporama). Il y a un équilibre entre les territoires déficitaires (rouge) et les territoires excédentaires (vert et orange) qui sont susceptibles de venir en soutien.

À l'horizon 2031, la majorité des territoires de la région sera déficitaire d'après les projections réalisées, étant entendu que le SRC a travaillé sur la base des autorisations de carrière en vigueur sans préjuger des créations et/ou des renouvellements/extensions.

Les Hautes Pyrénées comptent 2 bassins :

- **Neste** => Ce bassin est excédentaire jusqu'en 2031. Il est peu consommateur. Il est mis à contribution pour alimenter les bassins déficitaires voisins ou très proches de Toulouse (au nord-est) et d'Auch (au nord). Il pourrait aussi apporter un soutien ultérieur au bassin de Tarbes (à l'ouest), en équilibre jusqu'en 2031, mais qui apparaît déficitaire ensuite.
- **Tarbes** => Ce bassin est à l'équilibre jusqu'en 2030 puis en déséquilibre à compter de 2031. Il est aussi possible que ce bassin vienne en soutien du bassin d'Auch déficitaire.

Minéraux industriels :

Il est admis que les besoins progressent de manière proportionnelle à l'évolution démographique en région, soit +9 % entre 2017 et 2031.

ROC :

À l'horizon 2031, une stabilisation du besoin en ROC est envisagée au même niveau que celui de 2018/2019.

En conclusion, des renouvellements, extensions ou créations de nouvelles carrières seront à prévoir pour assurer une réponse aux besoins, quelle que soit la classe d'usage considérée.

b) Les orientations et principales dispositions

6 orientations sont déclinées en 22 objectifs et 61 mesures (cf diaporama et rapport) :

- Orientation 1 : Approvisionnement du marché
- Orientation 2 : Recours aux ressources secondaires
- Orientation 3 : Respect des enjeux environnementaux

- Orientation 4 : Remise en état
- Orientation 5 : Offre de transport
- Orientation 6 : Gouvernance du Schéma Régional des Carrières

Ces différentes orientations concernent notamment :

- Les exploitants de carrière et fédérations professionnelles,
- Les porteurs de projets d'aménagement hors carrières, collectivités, structures porteuses de SCOT,
- Les opérateurs de transports,
- L'État, les institutions, les associations...

Il est associé à chaque orientation des indicateurs pour permettre le suivi de la bonne application du SRC.

c) Les prochaines échéances

- COPIL n°5 => il se tiendra un comité de pilotage pour présenter le schéma modifié en fonction des remarques et propositions émises et retenues lors de la présente phase de consultation.
- 3ème étape de consultation => mise à disposition du public
- COPIL n°6 => en fonction des éventuels retours lors de la consultation du public, stabilisation du SRC
- Mi-2023 => transmission du rapport complet au préfet de région pour approbation du SRC. Ce dernier viendra ensuite se substituer aux 13 schémas départementaux des carrières.

d) Conclusion de la DREAL

Au regard de l'état des lieux et des analyses des enjeux, des scénarii prospectifs privilégiés pour les trois classes d'usage et des différentes orientations et modalités de suivi du SRC, la DREAL propose de donner un **AVIS FAVORABLE** au projet de schéma régional des carrières d'Occitanie.

Fin de la présentation de M. ROUSSET.

À la question de **M. YEDRA** sur la possibilité de faire évoluer ce schéma en fonction des besoins et notamment en lien avec la revalorisation des matériaux, **M. ROUSSET** répond que le SRC sera arrêté l'an prochain et mis à jour, si nécessaire, à 6 ans.

M. LASSERRE demande si, à l'issue de l'exploitation des carrières alluvionnaires et de leur remise en état, il sera possible d'exploiter à nouveau les terres.

MM. ROUSSET et **CHARTIER** répondent que c'est du cas par cas entre le carrier, la chambre d'agriculture, et la DRAAF. Cela ne peut pas être traité dans le cadre du schéma qui fixe uniquement un cap et un objectif. Il y a bien un objectif général de remise en état agricole et forestier notamment si l'usage préexistait à la création de la carrière.

M. le préfet complète en disant que le SRC doit assurer une cohérence du traitement des dossiers relatifs aux carrières dans la région Occitanie.

M. MEYER relève qu'il y a plusieurs points positifs :

- économique, en pointant le déficit à venir et la nécessité de renouveler les autorisations,
- proximité,
- revalorisation.

Il n'est pas évoqué, dans la présentation, les gisements de granulats d'intérêt particulier. Il manque aussi dans le SRC la notion d'intérêt public autour de la question du renouvellement des autorisations. Il y a des besoins identifiés malgré l'amélioration possible de la revalorisation des matériaux. Cela devrait apparaître de manière plus claire dans le SRC.

Il demande également si les documents d'urbanisme sont ou seront bien compatibles avec ce nouveau schéma.

M. le préfet répond que les documents de planification d'urbanisme doivent, dans leur élaboration, tenir compte des documents de cadrage existants à date et des échanges en cours pour s'assurer qu'ils seront conformes. S'il y avait un écart flagrant entre un document d'urbanisme et le SRC, ce serait au tribunal administratif d'arbitrer le litige.

Les autorisations accordées ne peuvent pas être remises en cause par le SRC ou l'évolution des documents d'urbanisme. La question se posera au renouvellement ou modification complémentaire des autorisations.

À la question de **Mme ARGENTIN** sur l'année de référence retenue pour les chiffres cités dans le SRC, **M. ROUSSET** répond que l'état des lieux date de 2017-2018 avec certaines mises à jour en 2019 (publié en 2019).

Mme ARGENTIN précise qu'elle avait pu faire des contributions et en fera de nouvelles lors de l'enquête publique. Elle trouve que ce SRC va peu vers la sobriété. Le scénario retenu est très consumériste en se basant notamment sur les grands projets à l'œuvre en Occitanie (Port-la-Nouvelle par exemple). On pourrait attendre d'un SRC qu'il ait des ambitions de sobriété et de régulation. Elle demande aussi s'il y aura un bilan carbone du SRC.

MM. ROUSSET et CHARTIER répondent que le schéma essaie d'estimer les besoins mais ne les crée pas.

Il n'est pas prévu, à ce stade, de bilan carbone global, compliqué à mettre en œuvre. En revanche, le schéma préconise d'éviter, si possible, le recours au transport sur route.

L'augmentation des besoins évaluée dans le SRC passerait par le recours au recyclage et moins de matériaux issus de carrière.

M. le préfet précise que le SRC prévoit de privilégier les extensions de carrière plutôt que des créations dans le but de limiter les impacts environnementaux.

Le travail d'adéquation géographique entre l'implantation des carrières et les lieux de consommation est aussi un point important pour limiter les transits routiers des matériaux.

Mme ARGENTIN constate que de nombreuses zones ne relèvent pas du niveau 1 (zone prioritaire de protection) alors qu'elles le devraient.

M. le préfet répond que le SRC ne vient pas écraser les autres niveaux de protection qui seront pris en compte dans l'analyse des dossiers au cas par cas.

M. BIRON apporte des compléments d'information aux questions posées en disant qu'il n'y aura pas d'abaissement du seuil de contrôle.

Concernant la ressource secondaire, dans le cadre de la loi sur le gaspillage et l'économie circulaire, les professionnels doivent mettre en place des filières pour accélérer le réemploi et le recyclage des matériaux du BTP.

M. LAFORET précise que le département dispose d'un bon maillage pour récupérer les déchets inertes permettant de réduire le nombre de dépôts sauvages.

MM. ABBADIE et BRAU-NOGUÉ évoquent la difficulté des élus de gérer et réguler les dépôts sauvages.

En l'absence de nouvelles questions, **M. le préfet** invite la DREAL à quitter la visioconférence et propose aux membres de passer au vote.

Avis de la Commission sur le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie présenté par la DREAL :

- 1 vote défavorable
- 10 votes favorables

Résultat :
Avis favorable de la commission

M. MEYER rappelle que l'UNICEM souhaite travailler plus étroitement avec la DREAL dans la finalisation du SRC.

M. le préfet répond que les observations et remarques seront notamment à formuler lors des phases de consultation.

Fin de la commission à 17h05.

Le président,


Jean SALOMON

Annexes :

- Présentations de la DREAL